



Séance ordinaire du jeudi 17 décembre 2020

L'an deux mille-vingt et le dix sept décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence BRAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Max LEVITA, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Anne RIMBERT, Mikel SEBLIN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Philippe SAUREL

Cycles de l'eau - Projets de Solidarité internationale Eau - Convention de coopération décentralisée avec l'Établissement de Coopération Intercommunale de la vallée de l'Arghen au Maroc - Convention programme et conventions financières dans le cadre du projet de mobilisation des eaux souterraines pour Zahlé (Liban) - Mission à Nouakchott (Mauritanie) dans le cadre du projet Kiffa Eau - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

En parallèle des actions extérieures d'attractivité internationale, Montpellier Méditerranée Métropole développe des projets de solidarité internationale dans 2 domaines :

- Politique de l'Eau (dispositions loi Oudin Santini- création du fonds Eau en 2015) : Une dizaine de projets en Afrique / Inde / Haïti a été soutenue financièrement (180 000 €), ces financements de Montpellier Méditerranée Métropole activant d'autres financements conséquents de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse ;
- Politique Agroécologique et Alimentaire : deux projets en cours (Rufisque et Copalim).

Cet investissement représente une contribution importante pour l'atteinte des objectifs de développement durable fixés par l'ONU en 2015. A partir de 2021, elle pourra être renforcée puis élargie à d'autres domaines (déchets, énergie) sur la base d'une stratégie métropolitaine de solidarité internationale autour du bassin méditerranéen et de l'Afrique.

Le souhait est d'inscrire naturellement Montpellier Méditerranée Métropole au centre d'une nouvelle donne Nord-Sud : une démarche en cohérence avec sa place et son rayonnement – en tant que ville académique, adossée à un système d'acteur économique dans les domaines Eau Agronomie – auprès des élites du Sud avec un objectif de co-développement, en particulier sur le thème de la lutte / adaptation au changement climatique.

Ce faisant, la Métropole agit par l'exemple en diffusant un modèle de gestion urbaine par les collectivités, facteur de stabilité politique et démocratique dans des contextes parfois fortement marqués par l'instabilité des Etats, où les pouvoirs locaux peuvent occuper une place essentielle pour le bien-être des populations.

Dans le domaine de l'eau, sur la base du fonds Eau et dans l'attente d'un appel à projets pour le soutien des ONG et associations, il s'agit d'approuver :

- Le projet de convention de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Établissement de Coopération Intercommunale de la Vallée de l'Arghen (MAROC), avec comme partenaire associatif : EXPERTS SOLIDAIRES ;
- Le projet de convention financière avec l'association APIEU-CPIEU pour la troisième phase du projet de préservation des ressources en eau pour la ville de Zahlé, plaine de la Beeka au LIBAN,
- L'organisation d'une mission en 2021 à Nouakchott, capitale de la MAURITANIE, dans le cadre de l'instruction par l'Agence Française de Développement du projet « Kiffa Eau ».

Projet de gestion intégrée de la ressource en eau dans la Vallée de l'Arghen - Maroc

Le projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau avec l'intercommunalité de la Vallée de l'Arghen au Maroc consiste à réaliser des points d'eau potable, des systèmes d'assainissement, un dispositif pilote de retenue des eaux, des actions destinées à améliorer la gestion de l'eau dans la Vallée, des actions d'accompagnement technique et de sensibilisation des populations locales sur l'eau et l'environnement.

Il se situe dans une Vallée accompagnée par la première Agence de l'eau marocaine, en association avec l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse. Il s'inscrit dans la continuité de deux projets soutenus financièrement par la Métropole et portés par Montaud en 2016 et Saint-Drézéry en 2018.

Ainsi en 2018, les maires de l'Arghen ont rencontré à Montpellier la Vice-Présidente en charge de l'eau et de l'assainissement, la directrice de la Direction Eau et Assainissement de la métropole, le responsable de la Régie des Eaux, le syndicat mixte Garrigues-Campagne ainsi que des maires de la Métropole. C'est sur la base de cette rencontre avec les élus français que les maires de la Vallée de l'Arghen ont décidé la création d'un Établissement de Coopération Intercommunale (ECI), un des tous premiers au Maroc.

Une convention cadre de coopération décentralisée entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'ECI de la Vallée de l'Arghen est ainsi proposée, avec comme première convention d'application, une convention programme dans le domaine de l'eau avec l'association Experts Solidaires.

Le projet « *Gestion Intégrée de la Ressource en Eau dans la Vallée de l'Arghen (Province de Taroudant, Région Souss Massa, Royaume du Maroc)* » a les objectifs suivants :

- **Améliorer l'accès à l'eau potable et renforcer les méthodes d'assainissement dans les villages ruraux** par la construction de 3 réseaux ; Développer les capacités de maintenance des systèmes ; Améliorer la connaissance des habitants sur l'usage de l'eau et de l'environnement ;
- **Développer la gestion intégrée de la ressource en eau** pour une utilisation toujours plus performante de cette dernière, pour tous les usages, eau potable, eau agricole, valorisation des eaux usées traitées ; Améliorer la résilience face aux changements climatiques ; Développer l'infiltration des eaux de pluies et la protection face aux événements climatiques extrêmes (crues...) ; Appuyer la volonté d'une prise de décision de tous les acteurs locaux via un renforcement du Comité Local de l'Eau ;
- **Renforcer l'ECI de la Vallée de l'Arghen** fédérant les besoins de tout le bassin versant de l'Arghen par des projets plus ambitieux, faisant intervenir plusieurs territoires, renforcer les liens entre la Métropole de Montpellier, les communes de la Vallée et la province de Taroudant.

Calendrier prévisionnel sur 3 ans :

- Le démarrage du projet est prévu en avril 2021 ;
- La mise en service en novembre 2023 - février 2024 ;
- La fin du projet, inaugurations en mars 2024.

Plan de financement : coût du projet : 1 100 000 € TTC

- Montpellier Méditerranée Métropole : 150 000 € soit 13,6 % ;
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse : 400 000 € soit 36,4 % ;
- Département de l'Hérault : 30 000 € ;
- Autres (Fondation SIWA-FGTO notamment) : 14 553 € soit 1,3% ;
- Établissement de Coopération Intercommunale de l'Arghen : 475 446 € soit 43,2 % ;
- Experts solidaires (Valorisation d'expertises) : 30 000 € soit 2,7 %.

Une convention financière entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association ici opérateur Experts solidaires est proposée pour la phase 1 du projet, à hauteur de 50 000 € TTC.

Amélioration et pérennisation de la gestion de l'eau à Zahlé et dans la Bekaa - Liban :

Le projet porté par l'APIEU sur le territoire de la municipalité de Zahlé au Liban, a pour objectif de contribuer à l'amélioration et la pérennisation de la gestion de l'eau dans la ville de Zahlé (60 000 habitants) et dans plaine de la Bekaa, par la préservation des eaux souterraines. En effet, le doublement de la population de la Bekaa dû à l'afflux de réfugiés syriens depuis quelques années aggrave une pression déjà très forte sur les ressources souterraines. La multiplication des forages privés depuis les années 60 a entraîné un tarissement définitif ou saisonnier de sources et d'affluents du fleuve Litani, entraînant un recours encore accru à l'exploitation des eaux souterraines. L'abaissement du niveau de trois des principaux aquifères de la Bekaa alertait en 2013 les spécialistes sur les risques de leur dégradation irréversible et nécessite une réorganisation urgente mais aussi durable de la gestion de l'eau.

Les objectifs spécifiques du projet sont :

- Aider à la prise de décision pour le développement d'infrastructures adaptées aux possibilités hydrogéologiques et aux réalités sociales ;
- Fédérer les acteurs autour de l'objectif de préservation des ressources et éviter les conflits latents à travers la concertation ;
- Formuler sur la base de cette expérience pilote à Zahlé des recommandations méthodologiques et d'organisation institutionnelle en matière de gestion des ressources en eau au Liban.

Les deux premières phases du projet ont fait l'objet de deux conventions en 2017 et 2019.

La présente convention financière concerne la troisième phase du projet.

Les objectifs de cette troisième phase sont de :

- Contribuer à la promotion de l'agro-écologie comme pratique protectrice de la ressource en eau souterraine sur le territoire de Zahlé
- Capitaliser et valoriser l'expérience de coopération entre la Municipalité de Zahlé et de l'Etablissement des Eaux de la Bekaa autour du Schéma Directeur de Zahlé sur le volet ville perméable
- Mettre en place et communication autour de la plateforme de données partageables sur l'eau et l'aménagement à Zahlé sur le site de l'EEB

Plan de financement : coût du projet 115 861 € TTC

- Agence de l'eau Rhône Méditerranée et Corse : 43 000 € soit 37% ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 16 861 € soit 15% ;
- Département de l'Hérault : 10 000 € soit 9% ;
- Région Occitanie : 10 000 € soit 9% ;
- Etablissement des Eaux de la Bekaa : 36 000 € soit 31 %.

Poursuite de l'instruction au guichet FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales) par l'Agence Française de Développement du projet KIFFA EAU avec Municipalité de Kiffa - Mauritanie.

Le projet de coopération décentralisée « *Kiffa Eau* » avec la municipalité de Kiffa, deuxième agglomération de Mauritanie après Nouakchott, la capitale, a pour objectif principal l'amélioration de l'alimentation en eau potable de la municipalité de Kiffa.

Le Projet Kiffa Eau a démarré suite à la mise en place du Fonds Eau par la Métropole de Montpellier en 2015 et a fait l'objet de 3 délibérations. Il est soutenu financièrement par l'Agence de l'eau et en attente de fonds de l'Agence Française de Développement (AFD).

Le dossier est actuellement en instruction FICOL (Facilité de financement des collectivités territoriales françaises) et s'articule autour de deux volets :

- **Volet 1** : Le Financement de la recherche de ressources en eau dans les grès d'Aïoun, dans la perspective d'être un levier d'activation d'un projet Banque Mondiale (qui financerait l'ensemble des infrastructures sous réserve de la disponibilité de la ressource). Montpellier Méditerranée Métropole s'engagerait à accompagner la municipalité de Kiffa dans ses démarches de plaidoyer auprès des bailleurs.
- **Volet 2** : Accompagnement de la municipalité de Kiffa dans le renforcement de leurs capacités sur la gestion des réseaux d'eau potable et la gestion de l'assainissement.

Ce projet favorise le rayonnement de la politique Eau et Assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, de ses partenaires techniques et financiers. De nombreux acteurs du territoire ont été associés lors du montage du projet et le seront sur la suite : Régie des Eaux, pôle Aquavalley, associations locales, experts eau, bureaux d'études etc... Les projets de solidarité internationale et de coopération décentralisée bénéficient à l'économie du territoire de la Métropole (bureaux d'études, entreprises, instituts de recherche, enseignement supérieur...).

Cette coopération permet à la Métropole de s'inscrire dans les programmes d'échange et de valorisation mutuelle sur le pourtour méditerranéen, parmi lesquels le « *Dialogue 5+5 sur la méditerranée occidentale* ». C'est un projet particulièrement soutenu par l'État français, car très peu de projets de solidarité internationale sont menés en Mauritanie, dans un contexte d'instabilité de l'Etat et de nécessité de faire émerger des gouvernements locaux.

Le démarrage du projet est prévu en septembre 2021, la mise en service en septembre 2024 - inaugurations en octobre 2024.

Dans le cadre de l'instruction par l'AFD du projet, un rapport d'évaluation du projet a été rendu. Il est ainsi demandé que la Métropole ajuste le projet selon les recommandations de l'AFD et selon les résultats d'une mission à réaliser sur place avant octroi des fonds (les fonds sont bloqués par l'AFD jusqu'en mars 2021).

L'objectif de cette mission est de rencontrer les partenaires et de préciser les engagements de chacun. Il s'agit également de redéfinir le budget du projet. Les dates prévisionnelles de la mission à Nouakchott sont prévues du 23 au 30 janvier 2021 sous réserve des conditions sanitaires et sécuritaires. Il est proposé une participation d'un élu de Montpellier Méditerranée Métropole, ainsi que de trois agents de la Métropole. Le coût prévisionnel de la mission est estimé au maximum à 10 000 €. La Métropole prend en charge les prestations de transport, hôtel et repas. La prise en charge des frais inhérents à la mission se fera sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention cadre de coopération décentralisée avec l'Etablissement de Coopération Intercommunale de la Vallée de l'Arghen au Maroc et de la convention programme afférente ;
- d'approuver les termes des conventions financières avec Experts Solidaires et l'APIEU-CPIE ;
- d'approuver l'organisation d'une mission en 2021 à Nouakchott (Mauritanie) du 23 au 30 janvier 2021 et la participation d'un élu et de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver la prise en charge financière des frais de missions estimée au maximum à 10 000 euros sur la base des frais réels ;
- de dire que les dépenses sont inscrites budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole, au chapitre 67 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, M. Laurent JAOUL, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 31/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 31 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201217-149930-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 31/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cadre de coopération 3M-ECI vallée Arghen
- convention programme eau 3M- ECI Arghen-Experts Solidaires
- convention financière 3M-Experts Solidaires
- convention financière 3M-APIEU CPIEU

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.